

Tribune libre

L'OPINION PUBLIQUE FRANÇAISE ET LE DRAME ALGÉRIEN

par Maurice ALLAIS

DEVANT une situation qui évolue de jour en jour plus rapidement qu'est actuellement l'opinion publique française sur laquelle le pouvoir prétend s'appuyer ? Que va-t-elle devenir ?

Faut-il considérer qu'elle continuera à accorder au pouvoir le soutien qu'elle vient encore de lui apporter lors du dernier référendum, ou, au contraire, faut-il s'attendre à ce que cette opinion publique connaisse quelque revirement brutal comme l'histoire du passé nous en offre maints exemples (1).

Jusqu'ici, cette opinion publique a été égarée, trompée sur ce qui est réellement en cause en Algérie, induite en erreur par une information à sens unique, égarée par des mensonges et des équivoques permanentes.

La responsabilité d'une grande partie des cadres dirigeants dans cette situation est écrasante. La lâcheté domine partout. Ces hommes à l'échine flexible se courberaient d'ailleurs également devant tous les pouvoirs ! Leur démission explique l'égarement de l'opinion publique. A ceux-là, ceux qui ont le courage de l'affronter apparaissent comme des raisonnables, insensés, et en tout cas dangereux. Pour eux, le réalisme, c'est de suivre la majorité, et c'est une profonde erreur que de vouloir aller contre l'opinion publique dominante.

Comme disait Detœuf : « Le plus grand courage, ce n'est pas le courage militaire qui a l'opinion pour lui, c'est le courage civique, celui qui ose aller contre elle » (2).

D'autres, qui voient les périls et ne partagent pas la lâcheté générale, reculent cependant devant l'ampleur de l'effort civique nécessaire pour combattre les vues couramment admises parce qu'il leur paraît impossible de changer en temps utile l'opinion publique.

Mais l'opinion publique, qu'est-elle ? L'opinion publique, c'est la synthèse de multiples opinions qui s'expriment. Si les opinions minoritaires n'ont pas le courage de s'exprimer et de faire face, nulle chance que l'opinion publique change.

Cependant, dans une question comme celle de l'Algérie, c'est pour moi une certitude que l'opinion publique finira par changer.

Je vois à cette évolution probable différentes raisons :

1. Lorsque les causes sont justes, il est dangereux de prendre parti contre elles, fût-ce par omission. A la longue, les causes justes finissent toujours par l'emporter. Refuser l'indépendance à ceux des musulmans qui le désiraient était une cause qui ne pouvait à la longue triompher, à moins de consentir à une répression incompatible avec nos idéaux. Mais inversement, le désir des Français d'Algérie et des musulmans de rester français, d'être maîtres de leur destin, leur refus d'être livrés sans défense à des hommes qui ne peuvent donner la mort que par la torture, finira par l'emporter. Hier les musulmans nationalistes pouvaient se présenter comme une minorité opprimée et de là ils tiraient toute leur force devant l'opinion publique. Demain, il en sera de même de la minorité française et musulmane pro-française, et on peut affirmer que ce qui a fait hier la force de l'un fera demain la force de l'autre.

2. Il faut ajouter à cela que le nationalisme est au sein de chaque peuple, et tout particulièrement au sein du peuple

français, une force latente toujours très puissante. Cette force explosera un jour ou l'autre lorsque la nation réalisera que ses nationaux ont été livrés sans défense à un pouvoir incapable de réprimer d'horribles exès.

Arrivé au pouvoir une première fois grâce à la réaction nationaliste française devant la défaite et l'occupation allemande pendant la guerre, arrivé au pouvoir une seconde fois grâce à la réaction nationaliste de cette même population devant la crainte de perdre l'Algérie, le général de Gaulle risque bien de perdre définitivement le pouvoir par suite de la réaction violente d'un nationalisme blessé lorsque des brumes épaisses du mensonge la réalité se dégagera.

3. Disons encore que l'opinion publique française a été égarée par une information truquée.

Mais il est impossible de mentir tout le temps. Peu à peu, les accords d'Evian commencent à apparaître sous leur vrai jour : savoir la livraison d'un million de Français et d'un million de musulmans attachés passionnément à la France, à un Etat dont on ne sait rien, dont on peut tout craindre et dont une partie de ses cadres fait preuve d'une cruauté et d'un sadisme dans le meurtre qui nous ramènent à l'antiquité barbare.

Cela, le peuple de France ne l'a pas voulu. Quand il réalisera ce qu'on lui a fait faire, son unanimité sera demain aussi grande pour condamner qu'hier pour approuver.

Bientôt, le peuple de France apercevra la réalité. Pour les « inconditionnels », « la République doit être leur propriété et le peuple n'existe en tant que souverain, que pour déléguer ses droits et jusqu'à son libre-arbitre (à l'homme) qu'ils lui désignent » (3).

4. Le pouvoir de Charles de Gaulle tenait et tient encore pour une part à ce que son nom a été associé à une grande victoire, celle des nations démocratiques de l'Occident en 1945. Son succès au dernier référendum a tenu à ce fait que le peuple français a cru honnêtement que les accords d'Evian constituaient une nouvelle victoire, la victoire obtenue par un chef à la volonté inflexible pour imposer un ordre juste et équitable aux deux groupes qui s'affrontaient en Algérie. Mais quand il s'apercevra que cette paix n'était en réalité qu'une fausse paix, où toutes les concessions de l'adversaire n'étaient que de faux semblants, quand il s'apercevra que cette paix n'était en réalité qu'une paix carthaginoise écrasant la minorité française et musul-

(SUITE PAGE 2, COLONNE 5)

L'opinion publique française et le drame algérien

(Suite de la première page)

mane profrançaise d'Algérie jusqu'à pratiquement l'anéantir, en tant que groupe politique, il verra que la prétendue victoire n'était qu'une capitulation honteuse, et cela il ne le pardonnera pas.

5. Actuellement, pour la plupart des Français, l'Algérie est loin, très loin, et dès lors elle les touche peu.

De plus, les réfugiés jusqu'ici ont été relativement peu nombreux, 25.000, dit-on, depuis le cessez-le-feu (4). Enfin, les premiers réfugiés sont parils alors que les nouvelles sur les atrocités du bled, sur celles commises dans les villes par le F.L.N. n'avaient pas encore eu le temps de se diffuser.

Dans les jours qui viennent, la situation va radicalement changer. Dans des conditions pitoyables, des dizaines de milliers de femmes, d'enfants et de vieillards vont arriver en France, dont la misère et le dénuement ne pourront manquer de toucher une population capable, certes, d'un égoïsme forcené lorsque le spectacle du malheur est loin, mais généreuse et prompt à s'émouvoir lorsqu'elle est en contact direct avec la misère d'autrui. Une corde sensible va être touchée.

6. Par ces dizaines de milliers de témoins, l'information va se répandre partout. Chacun fera le rapprochement de ce qu'il a entendu, de ce qu'il entendra à la radio, avec ce qu'il verra et entendra à côté de lui. Il sera d'autant plus porté à écouter ces témoins que, par définition, le réfugié ne peut être un membre de l'O.A.S.

Il s'apercra alors qu'on lui a menti, affreusement menti, et les peuples auxquels on a menti ont de terribles sursauts.

7. Il est aujourd'hui à peu près certain que le mythe de l'indépendance-coopération est mort et qu'à moins d'une partition improbable la plupart des Français partiront d'Algérie. Peu iront les remplacer.

Que fera une Algérie vidée de ceux qui l'animent culturellement, techniquement et économiquement ? Elle fera nécessairement appel à d'autres ; et ces autres elle ne pourra pratiquement les trouver que dans le monde communiste, c'est dire que dans ce cas l'Etat algérien deviendra un Etat communiste ou para-communiste, ou pour le moins du type nassérien, dont l'existence même constituera une menace constante pour l'Occident.

Cette évolution est aujourd'hui, sinon certaine, tout au moins probable. Or, la France dans sa majorité est, anticommuniste et très sensible aux conditions de sa sécurité. Dès lors cette majorité réalisera qu'elle a été conduite là où elle ne voulait pas aller par de mauvais bergers.

8. Un des facteurs les plus puissants qui ont rassemblé autour du général de Gaulle beaucoup d'hommes capables a été la crainte d'un coup d'Etat militaire qui transformerait la France en un Etat fasciste.

Cette crainte a toujours été et reste, à mon avis, très illusoire. Je sais bien que ce n'est là qu'une opinion personnelle et dès lors discutable.

Mais si la situation en Algérie évolue de manière irréversible vers une sécession totale, le motif qui pouvait pousser certains

Français à s'emparer du pouvoir pour imposer leur solution algérienne, l'« Algérie française », va disparaître.

Ce mythe de l'Algérie française, certains pouvaient espérer l'utiliser pour soulever l'enthousiasme des foules à l'idée d'une vaste entité politique allant de Dunkerque à Tamanrasset. Ce mythe disparu, que resterait-il ? Je ne sais quel national-communisme dont on a fait état dans la presse. C'est là un mythe politique qui ne pourrait s'appuyer que sur une partie très réduite de la nation.

Dès lors, la crainte d'un fascisme ne peut que s'estomper.

9. Le calcul d'ailleurs de ceux que la crainte du fascisme pousse dans les bras du général de Gaulle n'est-il pas erroné, car leur crainte d'un péril totalitaire qui n'est en réalité, même à leurs yeux, que conditionnel et à terme, n'a d'autre résultat que de les mener dans l'immédiat à un totalitarisme trop réel.

10. Ce totalitarisme, les Français sont-ils disposés à l'accepter ? C'est peu probable. Déjà une coalition puissante se dessine de tous ceux qui se groupent autour de l'idée d'une Europe intégrée dans le cadre d'une collaboration étroite avec l'Amérique du Nord.

De Gaulle ne pourra vaincre cette coalition.

Il ne s'est maintenu jusqu'ici au pouvoir que grâce à l'affaire algérienne. C'est elle qui lui a permis de s'emparer du pouvoir. C'est elle qui lui a permis de s'y maintenir, mais que l'affaire algérienne appartienne aujourd'hui au passé ou encore à l'avenir, elle l'amènera dans les deux cas à sa perte.

Si l'affaire algérienne en effet doit être considérée comme réglée, le facteur essentiel qui maintenait le général de Gaulle au pouvoir disparaît. Si elle ne l'est pas, c'est qu'Evian aura été un échec de première grandeur, et cet échec fera disparaître une auréole mythique, soigneusement entretenue par la propagande, mais qui ne tardera pas à s'effondrer devant la réalité.

11. De toute façon, et comme il le soulignait lui-même dans sa dernière conférence de presse du 15 mai, l'éventualité n'est par exclue que Charles de Gaulle disparaîsse et l'histoire nous montre ce que cela signifierait. Dans deux pays très différents : les Etats-Unis et l'U.R.S.S., la mort de deux hommes dont l'influence sur les décisions nationales avait été très grande, Roosevelt et Staline, a eu les mêmes effets : une puissante réaction contre la précédente politique.

12. On se trouve aujourd'hui dans une situation analogue à celle où l'on se trouvait lorsque le général de Gaulle écrivait : « Plus que jamais, il me fallait donc prendre appui dans le peuple plutôt que dans les « élites » qui, entre lui et moi, tendaient à s'interposer » (5).

C'est un fait qu'aujourd'hui la plus grande partie des élites de la nation, parce que plus clairvoyante est contre de Gaulle. Or, à la longue, on ne peut gouverner longtemps un peuple lorsqu'on a ses élites contre soi.

Quant au soutien populaire, pour les raisons que j'ai dites, son fondement est essentiellement précaire.

Si la situation actuelle offre bien des ressemblances avec celle de la fin de 1945, elle offre au moins une différence, c'est que l'homme aujourd'hui n'a même plus la lucidité suffisante pour dire comme il le faisait en 1946 : « Quant au Pouvoir, je saurais, en tout cas, quitter les choses avant qu'elles ne me quittent ». (6). En 1962, les choses vont le quitter avant qu'il ne les quitte !

13. Les hommes les plus capables ont été éloignés du pouvoir. De Gaulle les a tous éliminés, parce qu'il ne pouvait supporter d'être contredit par qui que ce soit en quoi que ce soit. Seuls, restent les moins capables et les plus serviles.

A vrai dire c'est un calcul bien mauvais que d'écarter de la puissance les caractères accusés sous prétexte qu'ils sont difficiles. Moyennant ces commodités dans les rapports immédiats, on risque de tout perdre quand les grands jours sont venus » (7).

Comment ne pas méditer ici ce que disait Detouf de l'entourage des dictateurs : « Il les paie par la flatterie. Aussi sont-ils peu à peu détruits par leur propre orgueil » (8).

Que ne pourrait-on dire aujourd'hui du général de Gaulle ? « Que la (Ve) République ait, sans cesse, chancelé dans un fâcheux déséquilibre, pour s'abîmer finalement au fond d'un gouffre d'abandon, (il y voit), pour sa part, des motifs de s'en prendre aux autres, mais non point la nécessité de renoncer aux mêmes errements » (9).

14. Manifestement un certain nombre d'hommes politiques soucieux de leur réélection, à dire vrai les plus lucides, ont commencé à observer attentivement le sens dans lequel s'est déjà modifiée et, selon toute vraisemblance, va continuer à se modifier, l'opinion publique. Ils songent à en être les premiers bénéficiaires, et en tout cas à ne pas en être les victimes ; s'ils réfléchissent sans passion sur l'é-

volution des événements dans le seul souci de leur carrière politique, l'attitude prudente qu'ils seront nécessairement amenés à prendre par là même précipitera l'évolution déjà commencée.

J'ajouterais encore que ce qui vaut pour les hommes politiques vaut également pour tous ceux qui s'appuient sur des clientèles à caractère politique, quelles qu'elles soient, et vivent d'elles. Les plus habiles, les plus prudents commencent à réaliser qu'ils pourraient, s'ils n'y prenaient garde, perdre tout leur crédit dans les changements que leur prépare une opinion publique sans laquelle leur apparente toute-puissance peut s'effondrer d'un jour à l'autre.

Des risques, souvent très grands, existent très certainement pour ceux qui parlent les premiers face à une majorité toute-puissante. Ils n'existent pas pour ceux qui savent la suivre en temps utile dans les nouvelles voies où elle se dirige, mais ils sont redoutables pour ceux qui ne savent pas s'y préparer et s'y adapter à temps.

Si l'opinion doit changer comme je le crois dans les mois qui viennent, quel destin redoutable n'attend pas, sur le plan politique comme sur le plan moral, ceux que l'opinion publique pourra, en raison de leurs actes ou de leur abstention d'aujourd'hui, désigner comme responsables et prendre comme boucs émissaires.

Ceux qui, tremblant pour leur carrière hésitent encore à s'engager dans la voie que leur indique leur intelligence, mais que leur ferme encore leur lâcheté, feraient bien de penser qu'ils font peut-être un bien mauvais calcul et que quelque jour ils pourraient bien se voir demander des comptes !

Et, peut-être faudrait-il ajouter ici, à l'adresse de ceux qui, tout en étant soucieux de leur réélection, considèrent la présente politique comme « raisonnable », que « celui qui en a vue la popularité fait mieux de se tromper humainement que d'être inhumainement raisonnable » (10).

15. Puis-je dire encore qu'actuellement le véritable soutien du régime c'est que chacun pense que la majorité des autres lui est favorable, mais comme chacun pense la même chose, l'apparaît au moins clairvoyant que ce soutien est très instable.

16. Enfin et surtout, quels que soient l'également actuel et la puissance du mensonge, quelle que soit la lâcheté de tant de responsables, la force et la conscience morale, chez un peuple tel que le nôtre sont telles qu'il reste INCONCEVABLE qu'il reste passif devant ce crime que serait un génocide.

Cette force de la conscience morale finira par triompher.

Tous ces facteurs joueront dans les mois qui viennent. Il n'y a aucun doute sur le fait qu'ils joueront ; la seule incertitude qui se présente est celle du délai. Je pense, quant à moi, que la probabilité est bien plus grande pour les tout prochains mois.

Depuis le cessez-le-feu, il apparaîtra à quiconque réfléchit que l'opinion publique s'est peu à peu modifiée, que l'inquiétude a commencé à cheminer dans les avenues du pouvoir, d'abord très lentement, puis de plus en plus rapidement. Autant qu'on puisse en juger, ce changement va s'accroître jusqu'à devenir irrésistible.

En histoire, ce qui compte, ce n'est pas tellement l'état présent de l'opinion publique que le sens dans lequel cette opinion se modifie.

Comme le remarquait, il y a près d'un siècle, un penseur politique italien : « La volonté ou l'opinion de tous ou de la majorité maintient seule la tyrannie ; la volonté ou l'opinion de tous ou de la majorité peut seule véritablement la détruire » (11, 12).

(1) Ces lignes ont été écrites le 22 mai 1962.

(2) Detouf : « Propos d'un confiseur », Editions du Tambourinaire, p. 47.

(3) De Gaulle : *Mémoires*, t. III, p. 258 (Plon).

(4) Ecrit le 22 mai.

(5) *Mémoires*, Plon tome III, 1959, page 8.

(6) *Mémoires*, Plon, Tome III, 1959, p. 271.

(7) Charles de Gaulle : « Le Fil de l'épée », p. 154.

(8) Propos d'un confiseur, p. 48.

(9) Charles de Gaulle : « Le Fil de l'épée », p. 240.

(10) Alfred Sauvy, « Le Pouvoir et l'Opinion ».

(11) Victor Alfieri : « De la tyrannie ».

(12) Voir mes précédents articles : « Faut-il négocier avec les Français d'Algérie ? » (*Combat* 8 mai) ; « Garanties des garanties » (*Le Monde*, 12 mai) ; « De l'application de la loi issue du référendum du 8 avril 1962 aux Français qui refuseront le statut d'étranger sur le territoire algérien » (*Combat*, 14 mai) ; « La Constitution a-t-elle été violée au détriment des Français d'Algérie ? » (*Combat*, 17-18 mai) ; « Les Français d'Algérie sont-ils fondés à se réclamer du droit imprescriptible à la résistance à l'oppression ? » (*Combat*, 19 mai) ; « Le recours au terrorisme et l'O.A.S. » (*Combat*, 23 mai) ; « Les sens réels d'une politique » (*Combat*, 28-29 mai). Voir également mon ouvrage : « Les accords d'Evian, le référendum, la résistance algérienne », actuellement sous presse.